



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 138 – 4^{ème} trimestre 2008

SOMMAIRE

Méthodologie	4
1. Synthèse	6
2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit	10
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	11
<i>Les placements des ménages</i>	<i>12</i>
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	<i>13</i>
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	14
4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux	14
<i>L'endettement des ménages</i>	<i>15</i>
<i>L'endettement des entreprises</i>	<i>16</i>
4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit	17
5. Risques sectoriels	18
6. Rappel des taux	20
6.1 Taux réglementés	20
6.2 Principaux taux de marché	20
6.3 Taux de l'usure	20
7. Monnaie fiduciaire	21
7.1 Emission mensuelle de billets euros	21
7.2 Emission mensuelle de pièces euros	21

MÉTHODOLOGIE

1. Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (6 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 14 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

2. Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales, à la Banque Postale et au Trésor Public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès des établissements extérieurs.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuille-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées, les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3. Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés d'abord les crédits octroyés par les établissements de crédit locaux et ensuite les crédits accordés par l'ensemble des EC.

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des Dépôts et Consignations, l'Agence Française de Développement, Dexia-Crédit Local de France, le Crédit foncier de France, la Caisse d'Aide sociale de l'Education nationale (CASDEN-Banque Populaire) et la Banque Européenne d'Investissement.

Les entrepreneurs individuels sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) et les autres catégories de crédit des « EI » ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

4. Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit. Elle est complétée par les statistiques collectées mensuellement par l'IEDOM sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

1. SYNTHÈSE

1. Evolution conjoncturelle

CONTEXTE INTERNATIONAL

L'actualité économique et financière internationale continue d'être très largement dominée par les effets de la crise financière qui s'étendent de manière croissante à la sphère économique. Une coordination internationale de gestion de la crise a été progressivement mise en œuvre, que ce soit au sommet des chefs d'Etat du G20 à Washington en novembre 2008 ou lors du Conseil Ecofin dans le courant du mois de décembre. Parallèlement, des initiatives ont été très rapidement prises au niveau national par les gouvernements, pour relancer la croissance économique et endiguer la crise qui touche l'ensemble du secteur bancaire et financier.

Les plans de relance annoncés successivement témoignent de l'ampleur de cette crise. En France, le gouvernement a mis en place un vaste plan de financement de l'économie visant à soutenir l'octroi de crédits par l'apport de liquidités aux banques (via la création de la SFEF, Société de Financement de l'Economie Française) et le renforcement des fonds propres des banques (via la SPPE, Société de Prise de Participation de l'Etat). Par ailleurs, un plan de relance de l'économie a été annoncé courant décembre 2008 pour une enveloppe globale de 26 milliards d'euros. Dans le même esprit, l'Allemagne a adopté courant janvier 2009 un plan de relance de 50 milliards d'euros, précédant celui voté par le Congrès des Etats-Unis en février, pour un montant de 787 milliards de dollars, probablement assorti d'un vaste plan de sauvetage des banques américaines.

Dans ce contexte, les banques centrales ont poursuivi la politique de détente monétaire. La FED a annoncé en décembre 2008 une baisse historique de 100 points de base de son principal taux directeur, qui se situe désormais dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25 %. De son côté, la BCE a diminué à cinq reprises son taux de refinancement des opérations principales depuis le mois d'octobre 2008. Il s'établit à 1,50 % depuis le 11 mars 2009.

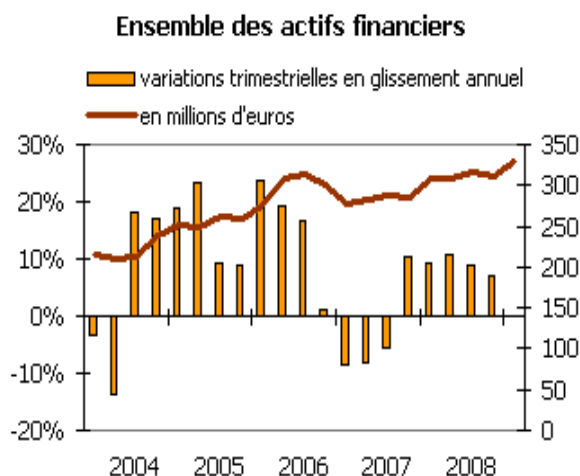
Face à cette conjoncture économique et financière dégradée, les indices boursiers internationaux continuent d'être orientés à la baisse, tout comme le prix du pétrole et le cours de l'ensemble des matières premières. A l'inverse, le taux de change euro dollar est demeuré relativement stable sur la fin de l'année 2008 et le début de l'année 2009, dans une fourchette située entre 1,2 et 1,4.

CONTEXTE LOCAL

1.1 Les actifs financiers : reprise à la hausse de la collecte des dépôts.

L'encours global des **actifs financiers** détenus à Mayotte s'élève au 31 décembre 2008 à **328,4 millions d'euros**, en hausse de 6,9 % sur un an (y compris l'impact de l'intégration de nouvelles données au sein de l'épargne à long terme : cf. plus bas). Le niveau atteint correspond à un plus haut historique, et la progression trimestrielle est quant à elle la plus forte de l'année (+ 5,8 % par rapport à septembre 2008, après une contraction de 2,1% observée au 3^e trimestre).

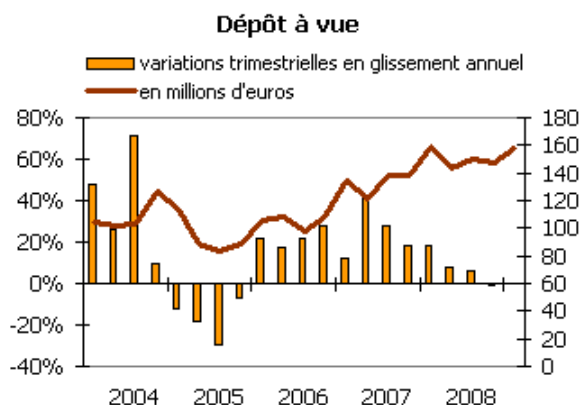
Au cours du quatrième trimestre, la croissance de la collecte des actifs financiers s'est trouvée largement portée par la progression des actifs détenus par les sociétés (+ 19,9 % par rapport à septembre 2008), dont l'encours s'est étoffé de plus de 14,4 millions pour atteindre 87,1 millions d'euros. Les ménages, pour leur part, bien que premiers détenteurs d'actifs financiers sur la place, voient leur contribution à la croissance de l'encours global



évoluer de façon plus modérée, à + 4 % sur le trimestre (+ 6,4 millions d'euros).

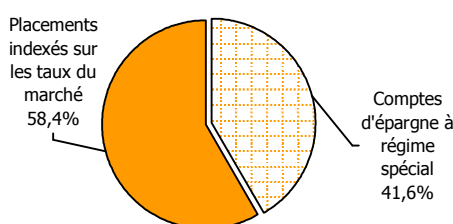
L'examen de la répartition par nature des actifs financiers détenus à Mayotte au terme du quatrième trimestre, indique qu'ils sont composés à 48 % de dépôts à vue, à 35 % de placements liquides ou à court terme et à 17 % d'épargne à long terme.

Dans le détail, l'encours des **dépôts à vue** atteint 157,8 millions d'euros au 31 décembre 2008. Si la tendance sur un an s'affiche en léger repli (- 0,8 %), la hausse de 7 % enregistrée entre septembre et décembre 2008 (la plus forte de l'année) témoigne d'un regain de vigueur porté là encore par les sociétés : l'encours de leurs dépôts à vue progresse de 19,5 %, avec 11,1 millions d'euros supplémentaires collectés sur le dernier trimestre. Les ménages contribuent pour leur part plus modestement, avec + 1,9 million d'euros collectés au cours du quatrième trimestre 2008 (+ 3,4 %).

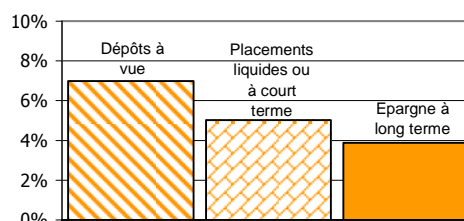


A l'instar des dépôts à vue, l'encours des **placements liquides ou à court terme**¹ connaît une hausse ce dernier trimestre de l'année, avec 5 % de progression. Il atteint 114,3 millions d'euros (soit un gain de 5,3 millions en un an).

Structure des placements liquides ou à court terme



Evolution par rapport au 3ème trimestre



Cette tendance est liée à l'évolution du compartiment des comptes d'épargne à régime spécial qui, bien que minoritaire, affiche une croissance plus dynamique sur le trimestre, confortant ainsi une hausse sur un an de 11,9 % (soit + 5 millions d'euros). Dans le même temps, les placements indexés sur les taux du marché stagnent à + 0,4 % (soit + 0,2 million par rapport à décembre 2007).

Enfin, les données des établissements de crédit concernant l'**épargne à long terme**, font état d'un encours de 56,3 millions d'euros au 31 décembre 2008. Celles-ci ont cependant été révisées et enrichies de données complémentaires qui induisent des taux de croissance importants, à interpréter avec prudence. Les encours de contrats d'assurance-vie, en particulier, ont bénéficié de l'intégration de nouvelles informations concernant les avoirs des ménages, réévaluant sensiblement les montants et créant de fait une rupture avec l'antériorité.

L'épargne à long terme à Mayotte est détenue aux trois quarts par les ménages. L'intégration de nouvelles données évoquée ci-dessus établit une nouvelle distribution dans l'ordre des placements « préférés » des ménages mahorais au terme de l'année 2008 : ne dérogeant pas à l'engouement national, ce sont d'abord les supports en assurance-vie qui ont leur préférence (61,1 %), leur intérêt se portant ensuite vers des placements à terme réglementés, et plus particulièrement les plans d'épargne logement (29,2 %). Ce sont enfin des supports d'épargne collective que sont les Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (SICAV et FCP) qui recueillent 9% de leurs placements à terme.

¹ Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (notamment : livrets ordinaires, livrets d'épargne populaire, comptes d'épargne logement, CODEVI) et les produits indexés sur le taux du marché monétaire (notamment : comptes créditeurs à terme, OPCVM monétaires).

Si les « autres agents » se positionnent nettement en retrait des ménages quant à l'intérêt porté au compartiment de l'épargne à long terme (23,6% de l'encours), les sociétés en sont quasi-absentes. Au vu des données précédentes, celles-ci semblent désormais privilégier le caractère le plus liquide possible de leurs ressources.

1.2 Les passifs financiers : croissance dynamique en 2008, mais tassement au dernier trimestre.

Au 31 décembre 2008, le montant total des **concours bruts octroyés par l'ensemble des établissements de crédit** (représentés ou non localement) s'établit à 691,7 millions d'euros et s'inscrit en forte hausse : + 33,7 % en glissement annuel, après + 23,4 % l'année précédente. Le découpage trimestriel de cette forte croissance sur un an confirme cependant un réel essoufflement ce dernier trimestre (+ 2,2% seulement) après + 10,3 % de juin à septembre et + 2,8 % de mars à juin, le 1^{er} trimestre ayant été particulièrement favorable à la production de crédits avec + 15,5 % par rapport à décembre 2007.

Les créances douteuses brutes de l'ensemble des concours (toutes zones confondues), si elles enregistrent une hausse significative ce dernier trimestre (+ 9,4 %, à 22,3 millions d'euros), sont toutefois compensées par la croissance globale du volume de crédits octroyés localement : rapporté à celui-ci, la moyenne du taux de créances douteuses brutes reste ainsi faible en 2008 (3,1 %) comparé aux années antérieures (8,3 % en 2007 et 10,5 % en 2006) confirmant l'assainissement radical du portefeuille de crédit, principalement opéré dans le courant du dernier trimestre 2007.

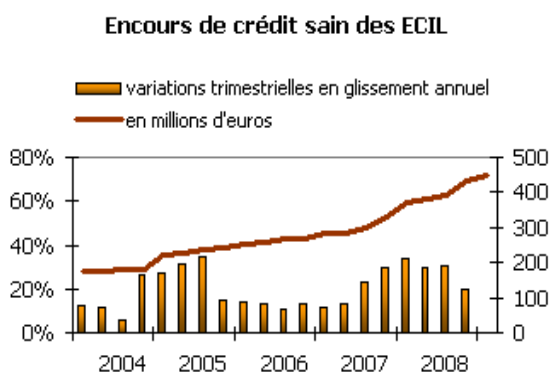
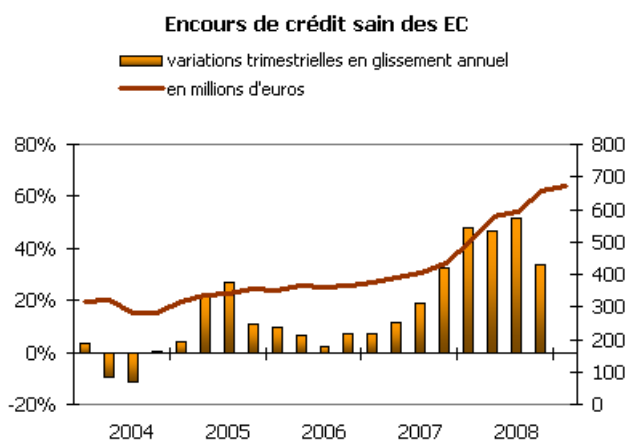
Les entreprises locales, principales bénéficiaires des concours octroyés dans la Collectivité (41,7 % de l'ensemble de l'encours sain), sont pour une large part dans la croissance de l'encours total des passifs financiers en 2008 : elles ont accru leurs engagements vis-à-vis des établissements de crédit de 51,8 millions par rapport à décembre 2007, les portant à 279,2 millions d'euros.

Cependant, ce sont les collectivités locales qui, bien qu'occupant la troisième position après les entreprises et les ménages, ont le plus eu recours au crédit en 2008 : + 57,7 millions d'euros en un an, pour atteindre un encours de 142 millions d'euros au 31 décembre 2008. Le recours massif au crédit par les collectivités locales concerne d'ailleurs tant l'investissement que l'exploitation, à relier à la réalisation du budget d'investissement 2008 de la Collectivité et à ses besoins de trésorerie à satisfaire.

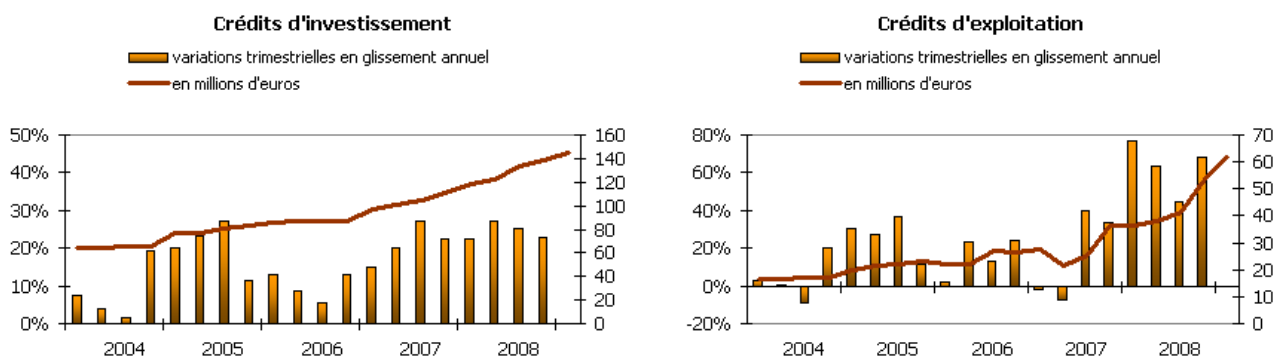
L'encours global de **crédits consentis par les établissements de crédit installés localement (ECIL)** s'établit à 465,1 millions d'euros (+ 19,6 % en glissement annuel, après + 30,6 % l'année précédente).

La qualité de l'encours de crédits consentis par les ECIL reste bonne, avec un taux de créances douteuses brutes qui s'établit à 4 % de l'ensemble, soit le plus faible observé ces sept derniers trimestres. L'encours sain s'élève ainsi à près de 450 millions d'euros.

Les entreprises, contreparties prépondérantes, représentent au terme du dernier trimestre 2008 un volume d'affaires supérieur à 50 % du total de l'encours de créances saines des ECIL. Celui-ci s'est d'ailleurs accru de 31,2 % en un an (après + 29,3 % entre décembre 2006 et décembre 2007), pour atteindre 224 millions d'euros.



Composés à 93 % de crédits à l'équipement et à 7 % de crédit-bail, les crédits d'investissement des entreprises affichent une progression de 23 % sur un an glissant, pour s'établir à 145,4 millions d'euros à fin décembre 2008.



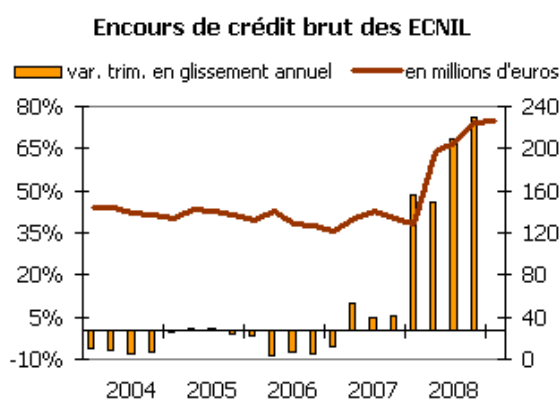
Les crédits d'exploitation des entreprises (constitués notamment à 54,7 % de comptes ordinaires débiteurs et à 37,1 % de crédits de trésorerie) maintiennent quant à eux au 31 décembre 2008 un fort pouvoir d'attraction, enregistrant une hausse de 68,4 % sur un an (après + 34,2 % entre décembre 2006 et décembre 2007). Le recours aux emprunts à court terme par les entreprises auprès des ECIL génère un encours de 61,4 millions d'euros au 31 décembre 2008 et affiche un taux de croissance à deux chiffres ces deux derniers trimestres. Cette situation est certainement le signe de tensions de trésorerie accrues. Enfin, les crédits immobiliers des entreprises, tout en ayant progressé de 7,3 % cette année, représentent un volume nettement moindre que les deux lignes évoquées ci-dessus, avec 16,6 millions d'euros d'encours.

Après les entreprises, les ménages constituent les seconds débiteurs des établissements de crédit locaux (46,3 % de l'ensemble des créances saines). Au 31 décembre 2008, les crédits accordés aux ménages s'élèvent ainsi à 206,9 millions d'euros, affichant une hausse de 21,3 % sur un an (soit 36,3 millions d'euros supplémentaires de production). Cette augmentation est d'abord imputable aux crédits à la consommation qui restent les plus sollicités par la clientèle de particuliers mahoraise des ECIL (+ 20,4 %, soit 19,2 millions d'euros supplémentaires en un an). L'évolution du marché du financement de l'habitat des ménages apparaît également très dynamique, enregistrant une variation positive elle aussi à deux chiffres (+ 22,3 % en glissement annuel, soit 17 millions d'euros supplémentaires en un an), le montant des engagements souscrits par les ménages à ce titre atteignant 93 millions d'euros.

L'activité d'octroi de crédit sur Mayotte des **établissements de crédit non installés localement (ECNIL)** a été très active en 2008, faisant passer le montant des concours bruts de 128 à 226 millions d'euros au 31 décembre 2008. Les établissements hors zone intervenant sur la place captent un volume d'affaires qui avoisine 32,8 % du total des concours bruts consentis et affichent sur un an une progression de plus de 76 %.

Les concours consentis aux collectivités locales dominent largement la distribution par agents économiques (59,2 %). L'encours des engagements de ces acteurs publics s'élève désormais à 132,1 millions d'euros.

Par ailleurs, outre l'accroissement du volume d'activité, singulièrement au premier trimestre 2008, le déclasserment d'importantes masses de créances douteuses brutes au cours du quatrième trimestre 2007 (30,3 millions d'euros), a profondément assaini la qualité des engagements en 2008. Le taux de créances douteuses brutes a ainsi été fortement réduit et, s'il atteignait 17,3 % en moyenne sur l'année 2007, ne s'établit plus qu'à 0,7 % pour l'année 2008 en ce qui concerne les ECNIL.



2. Les risques recensés au SCR

A fin décembre 2008, l'encours total des risques recensés par le Service central des risques (SCR) de la Banque de France sur les entreprises de Mayotte (ainsi que les administrations publiques et autres personnes morales) s'élevait à 553 millions d'euros. Ces crédits sont octroyés à 54,4 % par les établissements de crédit installés localement et à 45,6 % par les établissements de crédit non installés localement. Quatre secteurs (« Administrations publiques » : 28,4 %, « Activités immobilières » : 17,7 %, « Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné » : 11,4 % et « Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles » : 11,1 %) concentrent plus des deux-tiers des engagements répertoriés par le SCR (à partir du seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique), soit un encours de 379,2 millions d'euros.

3. Perspectives

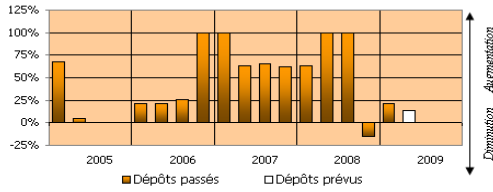
Les **soldes d'opinions des dirigeants des établissements de crédit** interrogés par l'IEDOM au 1^{er} trimestre 2009, laissent entrevoir un possible maintien du rythme de collecte des dépôts au second trimestre 2009. Concernant la distribution de crédit, les soldes d'opinions des dirigeants interrogés évoquent une éventuelle contraction de la production de crédits à long terme tant au bénéfice des entreprises que des particuliers et, a contrario, une certaine continuité en matière de crédits court terme (en retrait des réalisations de ces derniers trimestres toutefois, concernant les crédits à la consommation en faveur des particuliers).

Au regard des opinions exprimées, les impressions des dirigeants semblent s'accorder sur la perspective de stagnation de leur résultat pour le trimestre à venir.

Enfin, les établissements de crédit restent très attentifs aux évolutions du climat social et à l'environnement économique et financier, notamment au niveau international.

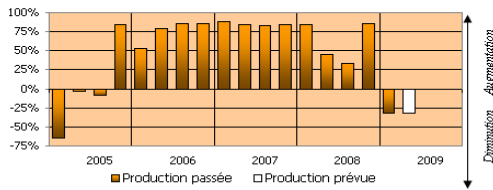
2. L'ENQUÊTE AUPRÈS DES ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Collecte des dépôts

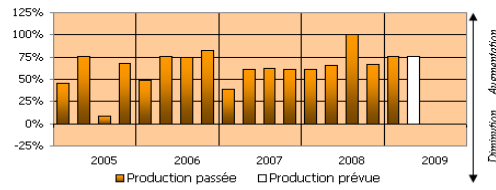


Soldes d'opinions des dirigeants
(BFCOI, BRED-BP, BR, CRCAMR)

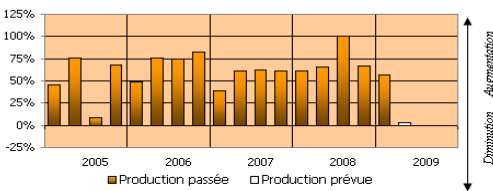
Crédits d'équipement aux entreprises



Crédits d'exploitation aux entreprises



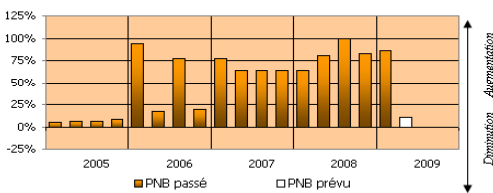
Crédits à l'habitat des particuliers



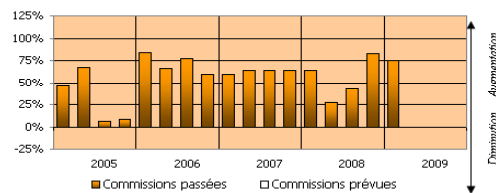
Crédits à la consommation des particuliers



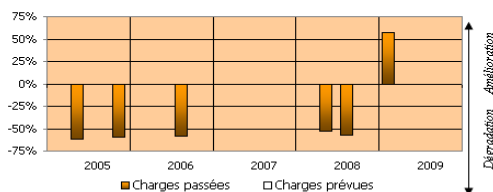
Produit net bancaire



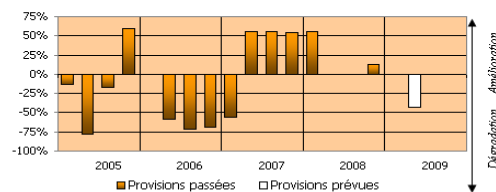
Commissions



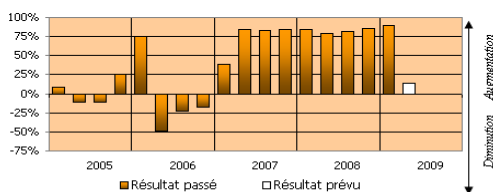
Charges d'exploitation



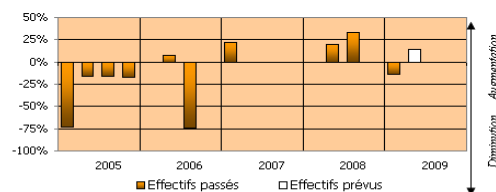
Coût du risque



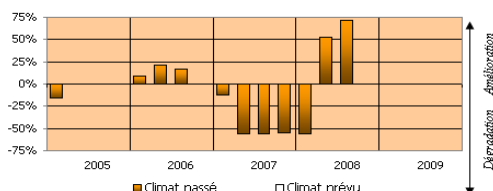
Résultat



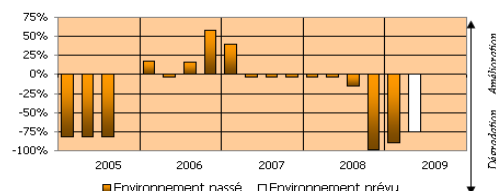
Effectifs



Climat social



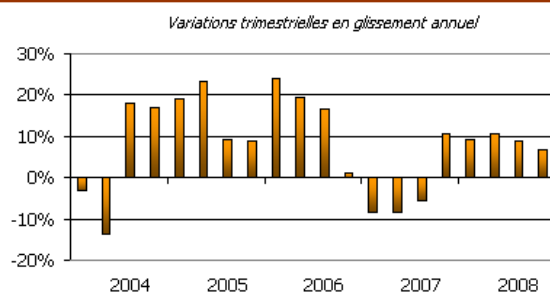
Environnement économique



3. LES ACTIFS FINANCIERS DE LA CLIENTÈLE NON FINANCIÈRE

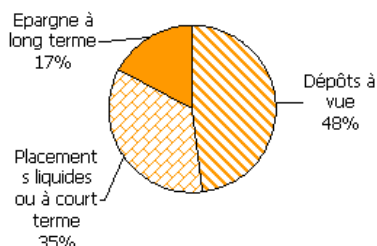
	Montants en millions au										Variations	
	31-déc.-03	31-déc.-04	31-déc.-05	31-déc.-06	31-déc.-07	31-mars-08	30-juin-08	30-sept-08	31-déc.-08	1 an	1 trim.	
Sociétés	66,619	46,139	70,200	66,860	84,757	76,280	75,496	72,692	87,138	2,8%	19,9%	
Dépôts à vue	51,150	35,807	40,144	49,312	69,792	59,402	59,902	57,002	68,119	-2,4%	19,5%	
Placements liquides ou à court terme	15,469	10,262	29,923	17,200	14,813	16,718	15,437	15,550	18,860	27,3%	21,3%	
Comptes d'épargne à régime spécial	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,0%	0,0%	
Placements indexés sur les taux du marché	15,469	10,262	29,923	17,200	14,813	16,718	15,437	15,550	18,860	27,3%	21,3%	
<i>dont comptes à terme</i>	<i>4,938</i>	<i>3,039</i>	<i>8,115</i>	<i>8,954</i>	<i>3,976</i>	<i>4,841</i>	<i>5,598</i>	<i>6,375</i>	<i>8,578</i>	<i>115,7%</i>	<i>34,6%</i>	
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>0,000</i>	<i>0,010</i>	<i>1,071</i>	<i>2,610</i>	<i>1,458</i>	<i>1,814</i>	<i>1,430</i>	<i>1,416</i>	<i>2,067</i>	<i>41,8%</i>	<i>46,0%</i>	
<i>dont certificats de dépôts</i>	<i>10,439</i>	<i>7,000</i>	<i>20,372</i>	<i>5,100</i>	<i>8,521</i>	<i>9,185</i>	<i>7,945</i>	<i>7,295</i>	<i>7,920</i>	<i>-7,1%</i>	<i>8,6%</i>	
Epargne à long terme	0,000	0,070	0,133	0,348	0,152	0,160	0,157	0,140	0,159	4,6%	13,6%	
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>0,000</i>	<i>0,000</i>	<i>0,045</i>	<i>0,248</i>	<i>0,067</i>	<i>0,067</i>	<i>0,067</i>	<i>0,066</i>	<i>0,070</i>	<i>4,5%</i>	<i>6,1%</i>	
Ménages	71,259	85,647	100,410	120,906	139,953	152,411	157,766	159,709	166,067	18,7%	4,0%	
Dépôts à vue	28,999	33,081	37,403	50,551	57,248	55,617	57,249	55,890	57,793	1,0%	3,4%	
Placements liquides ou à court terme	36,192	43,228	44,201	47,776	56,837	58,285	60,064	62,987	65,357	15,0%	3,8%	
Comptes d'épargne à régime spécial	27,419	33,577	37,041	38,859	40,934	44,204	43,566	43,320	46,139	12,7%	6,5%	
<i>Livrets ordinaires</i>	<i>26,547</i>	<i>32,051</i>	<i>35,011</i>	<i>36,616</i>	<i>38,552</i>	<i>41,707</i>	<i>40,949</i>	<i>40,738</i>	<i>42,188</i>	<i>9,4%</i>	<i>3,6%</i>	
<i>Livrets A et bleus</i>	<i>0,000</i>	<i>0,000</i>	<i>0,000</i>	<i>0,000</i>	<i>0,000</i>	<i>0,000</i>	<i>0,000</i>	<i>0,000</i>	<i>0,868</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0%</i>	
<i>Livrets jeunes</i>	<i>0,002</i>	<i>0,002</i>	<i>0,001</i>	<i>0,029</i>	<i>0,047</i>	<i>0,041</i>	<i>0,043</i>	<i>0,041</i>	<i>0,065</i>	<i>38,3%</i>	<i>58,5%</i>	
<i>Livrets d'épargne populaire</i>	<i>0,008</i>	<i>0,009</i>	<i>0,010</i>	<i>0,019</i>	<i>0,000</i>	<i>0,000</i>	<i>0,000</i>	<i>0,000</i>	<i>0,055</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0%</i>	
<i>CODEVI</i>	<i>0,047</i>	<i>0,068</i>	<i>0,055</i>	<i>0,076</i>	<i>0,104</i>	<i>0,096</i>	<i>0,106</i>	<i>0,114</i>	<i>0,157</i>	<i>51,0%</i>	<i>37,7%</i>	
<i>Comptes d'épargne logement</i>	<i>0,815</i>	<i>1,447</i>	<i>1,964</i>	<i>2,119</i>	<i>2,231</i>	<i>2,360</i>	<i>2,468</i>	<i>2,427</i>	<i>2,806</i>	<i>25,8%</i>	<i>15,6%</i>	
Placements indexés sur les taux du marché	8,773	9,651	7,160	8,917	15,903	14,081	16,498	19,667	19,218	20,8%	-2,3%	
<i>dont comptes à terme</i>	<i>2,908</i>	<i>3,411</i>	<i>2,866</i>	<i>4,665</i>	<i>11,512</i>	<i>11,178</i>	<i>13,814</i>	<i>17,219</i>	<i>17,748</i>	<i>54,2%</i>	<i>3,1%</i>	
<i>dont bons de caisse</i>	<i>5,845</i>	<i>5,635</i>	<i>3,769</i>	<i>3,353</i>	<i>2,915</i>	<i>1,764</i>	<i>1,676</i>	<i>1,483</i>	<i>0,753</i>	<i>-74,2%</i>	<i>-49,2%</i>	
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>0,000</i>	<i>0,496</i>	<i>0,416</i>	<i>0,728</i>	<i>1,297</i>	<i>0,817</i>	<i>0,778</i>	<i>0,741</i>	<i>0,574</i>	<i>-55,7%</i>	<i>-22,5%</i>	
Epargne à long terme	6,068	9,338	18,806	22,579	25,868	38,509	40,453	40,832	42,917	65,9%	5,1%	
<i>Plans d'épargne logement</i>	<i>5,616</i>	<i>7,810</i>	<i>9,731</i>	<i>10,449</i>	<i>11,724</i>	<i>11,570</i>	<i>12,056</i>	<i>11,895</i>	<i>12,518</i>	<i>6,8%</i>	<i>5,2%</i>	
<i>Plans d'épargne populaire</i>	<i>0,407</i>	<i>0,360</i>	<i>0,349</i>	<i>0,281</i>	<i>0,271</i>	<i>0,248</i>	<i>0,183</i>	<i>0,179</i>	<i>0,181</i>	<i>-33,2%</i>	<i>1,1%</i>	
<i>Autres comptes d'épargne</i>	<i>0,045</i>	<i>0,006</i>	<i>0,015</i>	<i>0,034</i>	<i>0,037</i>	<i>0,034</i>	<i>0,035</i>	<i>0,036</i>	<i>0,037</i>	<i>0,0%</i>	<i>2,8%</i>	
<i>Portefeuille-titres</i>	<i>0,000</i>	<i>0,626</i>	<i>0,514</i>	<i>0,536</i>	<i>0,323</i>	<i>0,250</i>	<i>0,253</i>	<i>0,174</i>	<i>0,127</i>	<i>-60,7%</i>	<i>-27,0%</i>	
<i>OPCVM non monétaires</i>	<i>0,000</i>	<i>0,536</i>	<i>1,959</i>	<i>2,525</i>	<i>2,849</i>	<i>3,012</i>	<i>3,165</i>	<i>3,467</i>	<i>3,851</i>	<i>35,2%</i>	<i>11,1%</i>	
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	<i>0,000</i>	<i>0,000</i>	<i>6,238</i>	<i>8,754</i>	<i>10,664</i>	<i>23,395</i>	<i>24,761</i>	<i>25,081</i>	<i>26,203</i>	<i>145,7%</i>	<i>4,5%</i>	
Autres agents	77,706	120,337	104,178	90,387	82,668	79,750	83,960	78,149	75,238	-9,0%	-3,7%	
Dépôts à vue	23,631	44,613	27,956	34,632	31,997	28,315	32,200	34,551	31,841	-0,5%	-7,8%	
Placements liquides ou à court terme	41,250	42,051	61,231	42,480	37,397	38,160	38,486	30,324	30,123	-19,5%	-0,7%	
Comptes d'épargne à régime spécial	0,779	1,122	1,546	1,976	1,566	1,426	1,495	1,762	1,408	-10,1%	-20,1%	
Placements indexés sur les taux du marché	40,471	40,929	59,685	40,504	35,831	36,734	36,991	28,562	28,715	-19,9%	0,5%	
<i>dont comptes à terme</i>	<i>39,874</i>	<i>40,254</i>	<i>59,020</i>	<i>39,445</i>	<i>34,461</i>	<i>35,254</i>	<i>35,401</i>	<i>27,223</i>	<i>27,367</i>	<i>-20,6%</i>	<i>0,5%</i>	
Epargne à long terme	12,825	33,673	14,991	13,275	13,274	13,275	13,274	13,274	13,274	0,0%	0,0%	
TOTAL	215,584	252,123	274,788	278,153	307,378	308,441	317,222	310,550	328,443	6,9%	5,8%	
Dépôts à vue	103,780	113,501	105,503	134,495	159,037	143,334	149,351	147,443	157,753	-0,8%	7,0%	
Placements liquides ou à court terme	92,911	95,541	135,355	107,456	109,047	113,163	113,987	108,861	114,340	4,9%	5,0%	
Comptes d'épargne à régime spécial	28,198	34,699	38,587	40,835	42,500	45,630	45,061	45,082	47,547	11,9%	5,5%	
Placements indexés sur les taux du marché	64,713	60,842	96,768	66,621	66,547	67,533	68,926	63,779	66,793	0,4%	4,7%	
Epargne à long terme	18,893	43,081	33,930	36,202	39,294	51,944	53,884	54,246	56,350	43,4%	3,9%	

Ensemble des actifs financiers

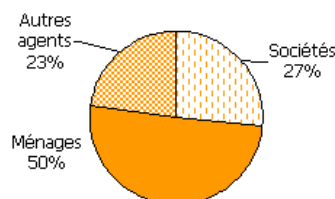


Structure des actifs financiers au 31 décembre 2008

Structure par nature

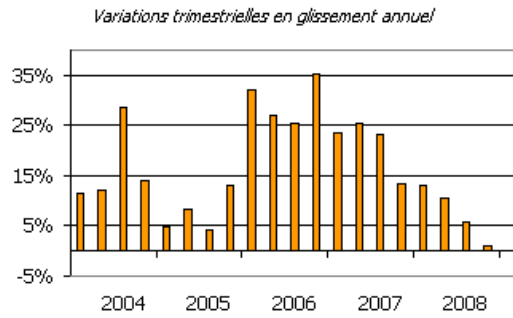
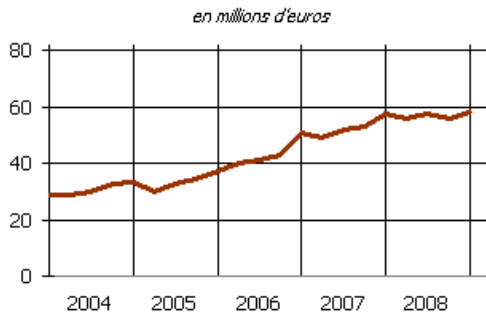


Structure par agent

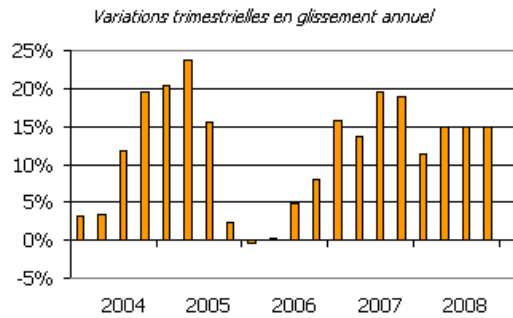
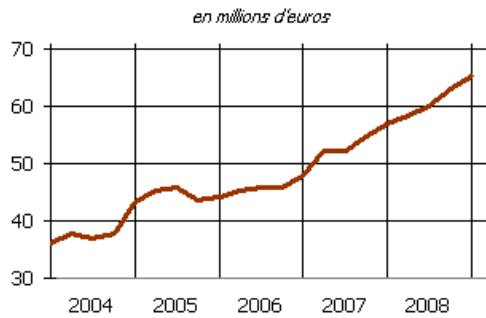


Les placements des ménages

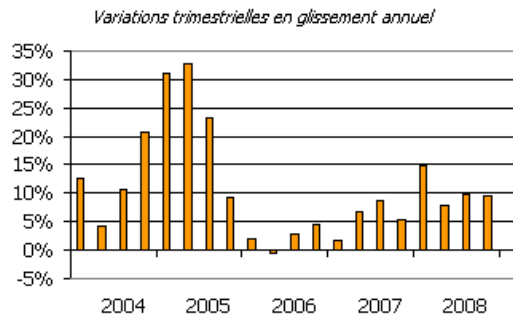
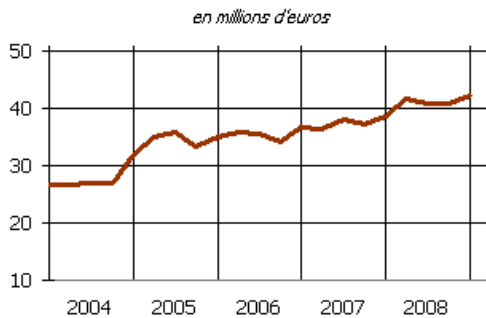
Dépôts à vue



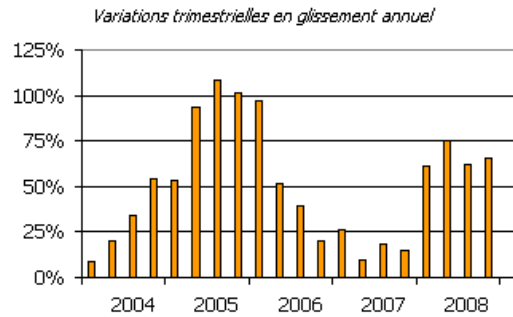
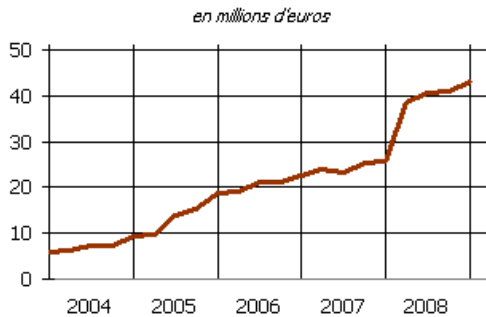
Placements liquides ou à court terme



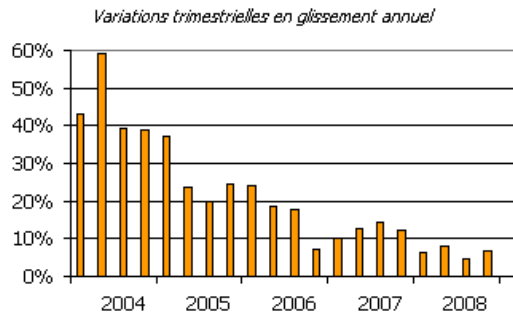
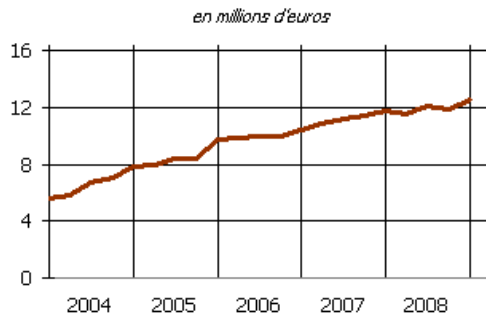
Livrets ordinaires



Epargne à long terme

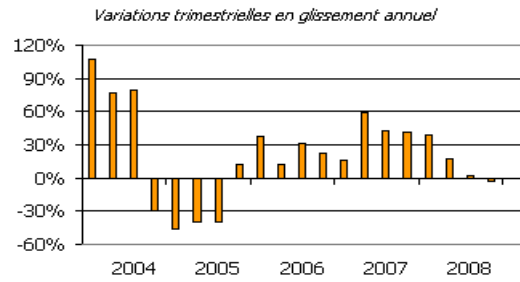


Plans d'épargne logement

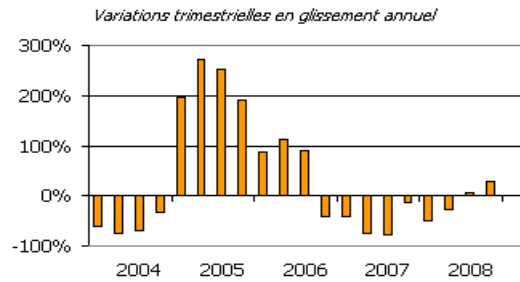
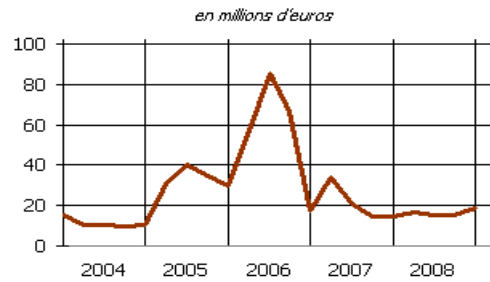


Les disponibilités des entreprises

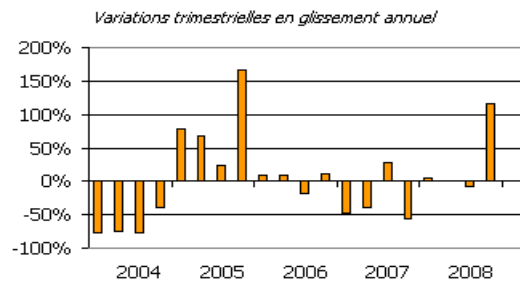
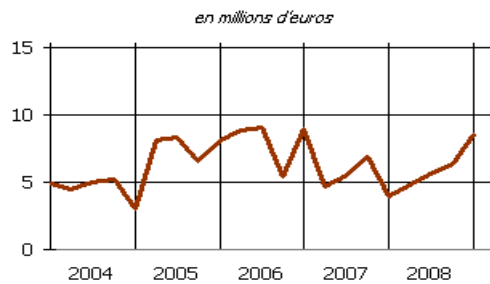
Dépôts à vue



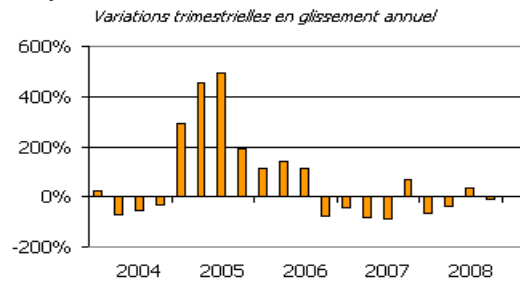
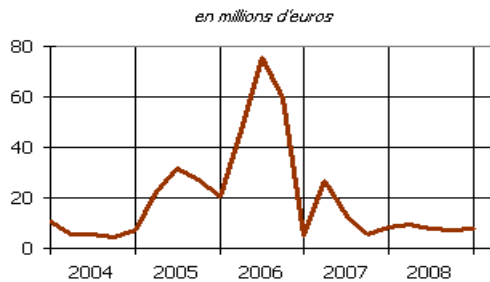
Placements liquides ou à court terme



Dépôts à terme

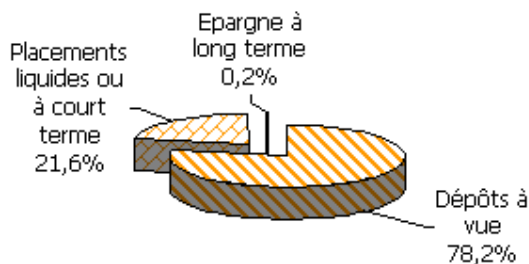


Certificats de dépôt

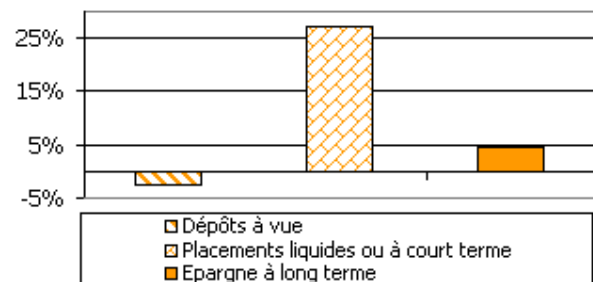


Structure des actifs financiers des entreprises par nature au 31 décembre 2008

Répartition



Variations en glissement annuel - 4e trimestre 2008

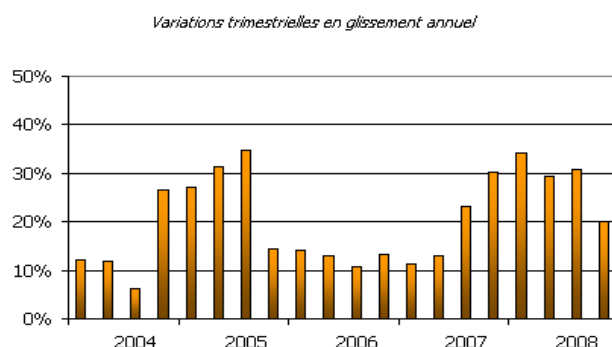
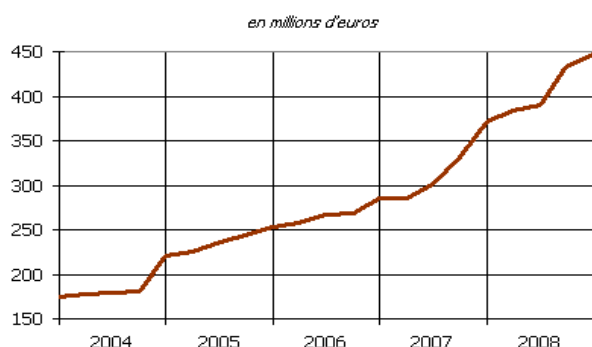


4. LES PASSIFS FINANCIERS DE LA CLIENTÈLE NON FINANCIÈRE

4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

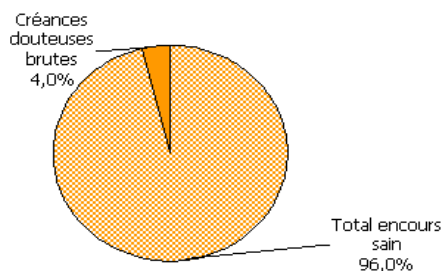
	Montants en millions au									Variations	
	31-déc.-03	31-déc.-04	31-déc.-05	31-déc.-06	31-déc.-07	31-mars-08	30-juin-08	30-sept.-08	31-déc.-08	1 an	1 trim.
Entreprises	88,603	98,788	112,172	132,134	170,792	177,172	190,947	208,718	224,062	31,2%	7,4%
Crédits d'exploitation	16,420	19,748	22,065	27,315	36,496	38,108	41,141	53,121	61,473	68,4%	15,7%
Créances commerciales	4,477	4,610	3,594	5,401	5,944	4,150	4,412	4,250	5,052	-15,0%	18,9%
Crédits de trésorerie	8,131	10,159	13,451	13,463	16,140	14,478	17,767	21,006	22,794	41,2%	8,5%
dont entrepreneurs individuels	1,206	1,200	2,084	1,898	2,866	3,233	3,125	3,772	4,077	42,3%	8,1%
Comptes ordinaires débiteurs	3,812	4,979	5,020	8,451	14,412	19,480	18,962	27,865	33,627	133,3%	20,7%
Aiffacturage	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,0%	0,0%
Crédits d'investissement	64,262	76,629	85,483	96,610	118,279	122,783	133,434	139,069	145,474	23,0%	4,6%
Crédits à l'équipement	61,289	73,684	78,947	87,845	106,862	111,274	121,957	128,332	135,335	26,6%	5,5%
dont entrepreneurs individuels	12,213	8,794	7,533	7,037	7,953	8,089	7,945	8,276	8,502	6,9%	2,7%
Crédit-bail	2,973	2,945	6,536	8,765	11,417	11,509	11,477	10,737	11,139	-11,2%	-5,6%
Crédits à l'habitat	7,921	2,411	4,594	7,542	15,540	16,281	16,372	16,528	16,677	7,3%	0,9%
Autres crédits	0,000	0,000	0,030	0,667	0,477	0,000	0,000	0,000	0,438	-8,2%	0,0%
Ménages	75,965	97,439	116,307	132,581	170,639	173,486	182,985	196,639	206,933	21,3%	5,2%
Crédits à la consommation	44,734	58,147	67,005	72,848	94,534	96,062	102,016	108,647	113,782	20,4%	4,7%
Crédits de trésorerie	40,433	54,066	60,160	64,862	84,933	86,709	92,601	98,894	104,086	22,6%	5,3%
Comptes ordinaires débiteurs	4,278	4,028	3,481	3,248	4,445	4,085	4,055	4,411	4,387	-1,3%	-0,5%
Crédit-bail	0,023	0,053	3,364	4,738	5,156	5,268	5,360	5,352	5,309	3,0%	-0,8%
Crédits à l'habitat	31,159	39,292	49,217	59,154	76,105	77,424	80,969	87,946	93,112	22,3%	5,9%
Autres crédits	0,072	0,000	0,085	0,579	0,000	0,000	0,000	0,046	0,039	0,0%	-15,2%
Collectivités locales	3,329	19,546	17,955	15,820	26,118	27,103	9,027	21,820	9,868	-62,2%	-54,8%
Crédits d'exploitation	1,153	0,467	0,038	0,000	16,943	16,978	2,774	15,374	5,743	-66,1%	-62,6%
Crédits de trésorerie	0,000	0,000	0,000	0,000	14,230	14,379	0,040	12,689	2,943	-79,3%	-76,8%
Comptes ordinaires débiteurs	1,153	0,467	0,038	0,000	2,713	2,599	2,734	2,685	2,800	3,2%	4,3%
Crédits d'investissement	2,176	14,452	13,541	11,714	6,175	6,325	6,253	6,446	6,625	-57,5%	-59,3%
Crédits à l'équipement	2,176	14,452	13,532	11,700	6,120	6,274	6,253	6,333	6,520	-58,8%	-60,2%
Crédit-bail	0,000	0,000	0,009	0,014	0,055	0,051	0,000	0,113	0,105	90,9%	-7,1%
Crédits à l'habitat	0,000	4,627	4,376	4,106	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,0%	0,0%
Autres crédits	0,000	0,000	0,000	0,000	3,000	3,800	0,000	0,000	1,500	-50,0%	0,0%
Autres agents et CCB non ventilés	6,333	4,794	6,202	5,409	4,462	5,689	6,707	5,912	5,618	25,9%	-5,0%
Total encours sain	174,230	220,567	252,636	285,944	372,011	383,450	389,666	433,089	446,481	20,0%	3,1%
Créances douteuses brutes	8,224	10,050	10,687	11,731	16,759	16,798	18,889	19,416	18,647	11,3%	-4,0%
Créances douteuses nettes	3,974	4,080	5,281	5,852	10,267	10,288	11,973	12,117	11,194	9,0%	-7,6%
dont entreprises	2,188	2,138	2,758	3,340	6,828	6,942	8,398	8,374	6,891	0,9%	-17,7%
dont ménages	1,756	1,846	2,454	2,423	3,071	3,019	3,293	3,505	4,151	35,2%	18,4%
Provisions	4,250	5,970	5,406	5,879	6,492	6,510	6,916	7,299	7,453	14,8%	2,1%
Total encours brut	182,454	230,617	263,323	297,675	388,770	400,248	408,555	452,505	465,128	19,6%	2,8%
Taux de créances douteuses	4,5%	4,4%	4,1%	3,9%	4,3%	4,2%	4,6%	4,3%	4,0%	-7,0%	-6,6%
Taux de provisionnement	51,7%	59,4%	50,6%	50,1%	38,7%	38,8%	36,6%	37,6%	40,0%	3,2%	6,3%

Encours de crédit sain des EC locaux

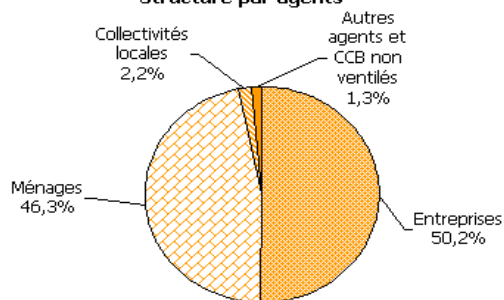


Structure des passifs financiers au 31 décembre 2008

Structure selon la qualité



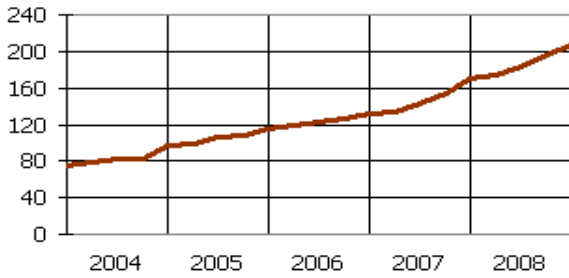
Structure par agents



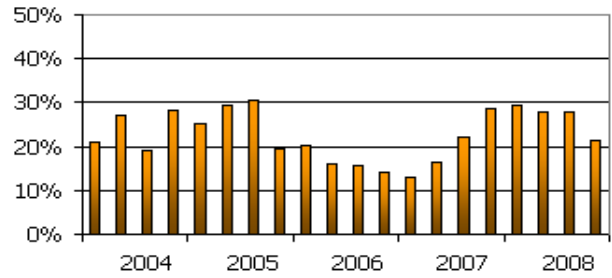
L'endettement des ménages

Ensemble des concours

en millions d'euros

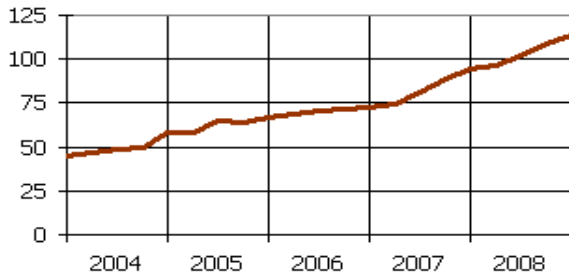


Variations trimestrielles en glissement annuel

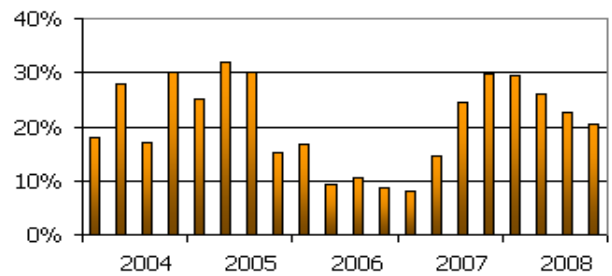


Crédits à la consommation

en millions d'euros

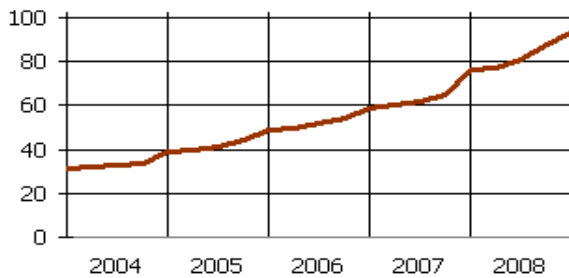


Variations trimestrielles en glissement annuel

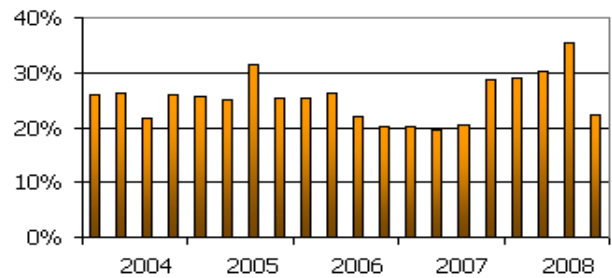


Crédits à l'habitat

en millions d'euros

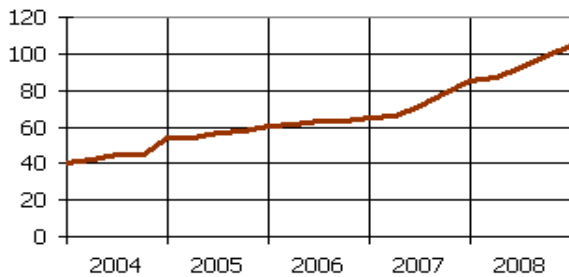


Variations trimestrielles en glissement annuel

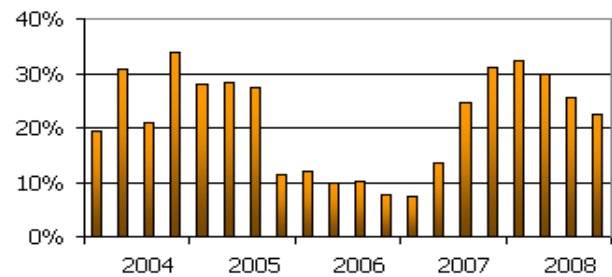


Crédits de trésorerie

en millions d'euros

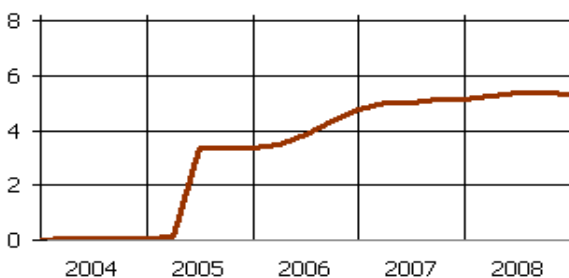


Variations trimestrielles en glissement annuel

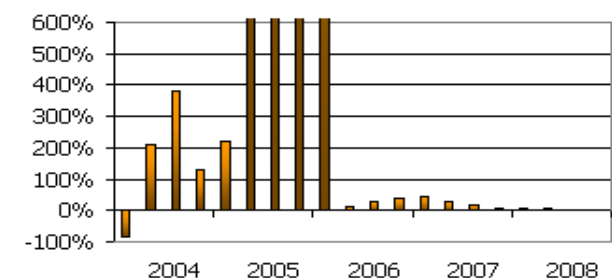


Crédit-bail

en millions d'euros



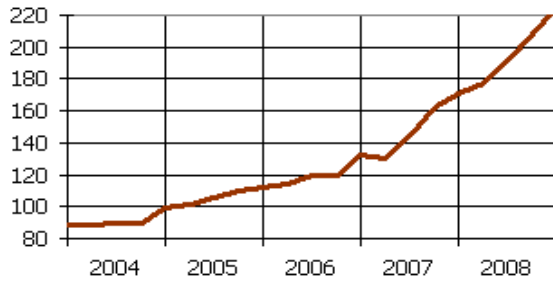
Variations trimestrielles en glissement annuel



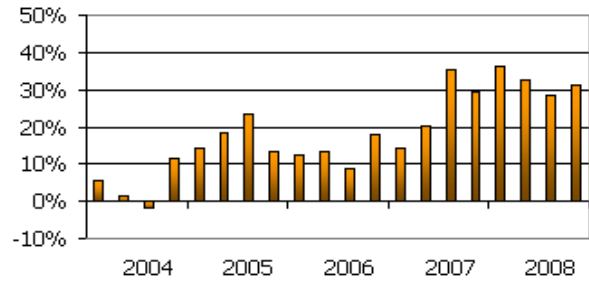
L'endettement des entreprises

Ensemble des concours

en millions d'euros

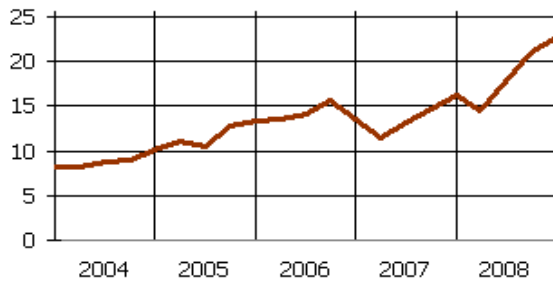


Variations trimestrielles en glissement annuel

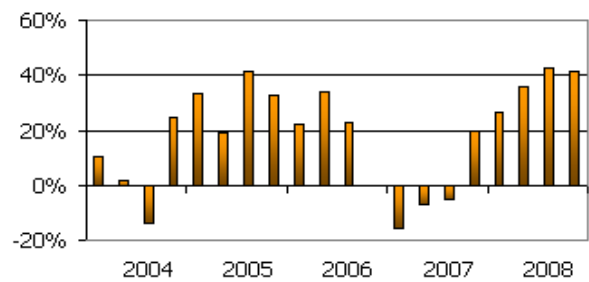


Crédits de trésorerie

en millions d'euros

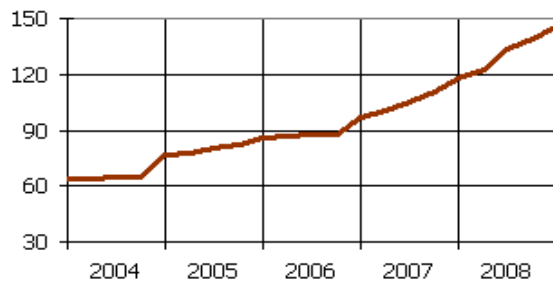


Variations trimestrielles en glissement annuel

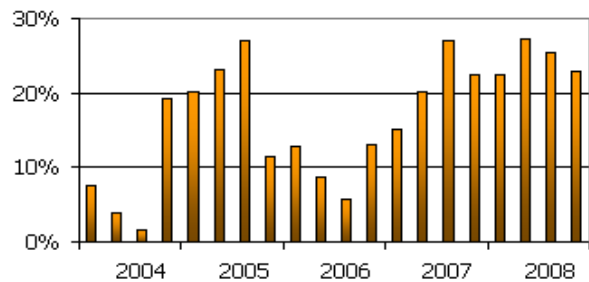


Crédits d'investissement

en millions d'euros



Variations trimestrielles en glissement annuel

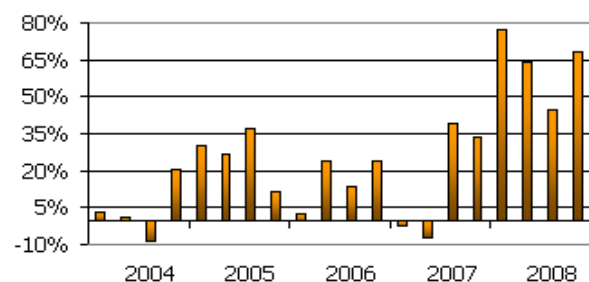


Crédits d'exploitation

en millions d'euros

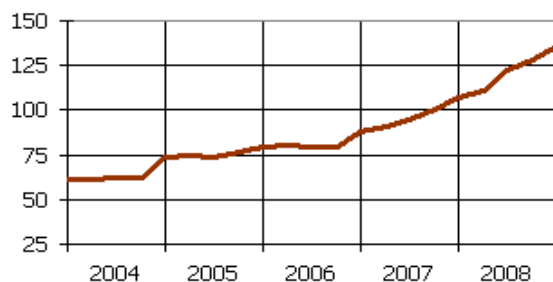


Variations trimestrielles en glissement annuel

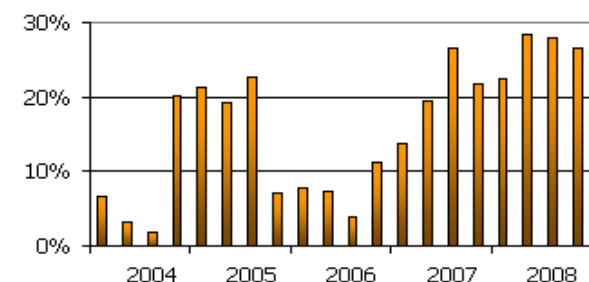


Crédits d'équipement

en millions d'euros



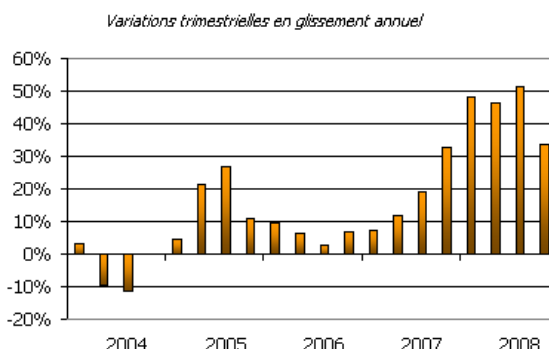
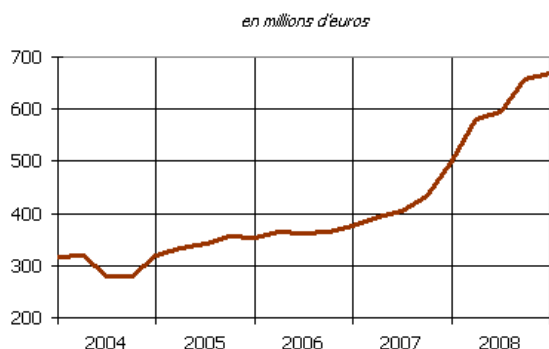
Variations trimestrielles en glissement annuel



4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

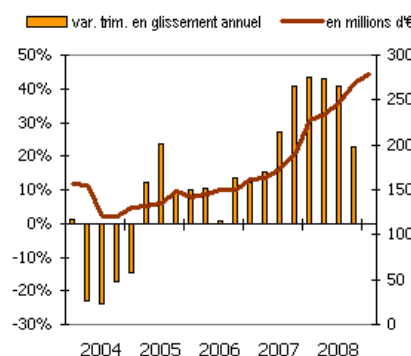
	Montants en millions au									Variations	
	31-déc.-03	31-déc.-04	31-déc.-05	31-déc.-06	31-déc.-07	31-mars-08	30-juin-08	30-sept.-08	31-déc.-08	1 an	1 trim.
Entreprises	156,684	129,786	142,206	161,630	227,442	233,536	247,656	268,107	279,241	22,8%	4,2%
Crédits d'exploitation	16,420	19,748	22,065	27,541	37,105	38,850	41,545	54,772	62,748	69,1%	14,6%
Créances commerciales	4,477	4,610	3,594	5,401	5,944	4,150	4,412	4,250	5,052	-15,0%	18,9%
Crédits de trésorerie	8,131	10,159	13,451	13,463	16,140	14,478	17,939	21,324	22,904	41,9%	7,4%
dont entrepreneurs individuels	1,206	1,200	2,084	1,898	2,866	3,233	3,125	3,772	4,077	42,3%	8,1%
Comptes ordinaires débiteurs	3,812	4,979	5,020	8,451	14,412	19,601	18,962	27,865	33,627	133,3%	20,7%
Affecturage	0,000	0,000	0,000	0,226	0,609	0,621	0,232	1,333	1,165	91,3%	-12,6%
Crédits d'investissement	79,820	77,889	86,878	98,440	130,506	134,820	146,284	153,868	157,321	20,5%	2,2%
Crédits à l'équipement	76,847	74,944	80,342	89,387	118,386	122,495	133,877	142,125	146,186	23,5%	2,9%
dont entrepreneurs individuels	12,213	8,794	7,533	7,082	8,024	8,134	7,990	8,547	8,547	6,5%	3,3%
Crédit-bail	2,973	2,945	6,536	9,053	12,120	12,325	12,407	11,743	11,135	-8,1%	-5,2%
Crédits à l'habitat	56,317	28,416	29,888	32,039	56,838	57,461	57,535	57,240	56,672	-0,3%	-1,0%
Autres crédits	4,127	3,733	3,375	3,610	2,993	2,405	2,292	2,227	2,500	-16,5%	12,3%
Ménages	75,966	97,440	116,307	132,581	170,639	173,486	182,985	196,639	206,933	21,3%	5,2%
Crédits à la consommation	44,734	58,147	67,005	72,848	94,534	96,062	102,016	108,647	113,782	20,4%	4,7%
Crédits de trésorerie	40,433	54,066	60,160	64,862	84,933	86,709	92,601	98,884	104,086	22,6%	5,3%
Comptes ordinaires débiteurs	4,278	4,028	3,481	3,248	4,445	4,085	4,055	4,411	4,387	-1,3%	-0,5%
Crédit-bail	0,023	0,053	3,364	4,738	5,156	5,268	5,360	5,352	5,309	3,0%	-0,8%
Crédits à l'habitat	31,160	39,293	49,217	59,154	76,105	77,424	80,969	87,946	93,112	22,3%	5,9%
Autres crédits	0,072	0,000	0,085	0,579	0,000	0,000	0,000	0,046	0,039	0,0%	-15,2%
Collectivités locales	75,612	83,511	85,942	76,173	84,351	129,615	120,380	149,405	142,067	68,4%	-4,9%
Crédits d'exploitation	1,153	0,467	0,038	0,000	16,943	16,978	2,774	32,874	31,643	86,8%	-3,7%
Crédits de trésorerie	0,000	0,000	0,000	0,000	14,230	14,379	0,040	30,189	28,843	102,7%	-4,5%
Comptes ordinaires débiteurs	1,153	0,467	0,038	0,000	2,713	2,599	2,734	2,685	2,800	3,2%	4,3%
Crédits d'investissement	42,448	50,673	57,982	52,720	48,899	93,328	103,935	102,933	97,225	98,8%	-5,5%
Crédits à l'équipement	42,448	50,673	57,973	52,706	48,844	93,277	103,935	102,820	97,120	98,8%	-5,5%
Crédit-bail	0,000	0,000	0,009	0,014	0,055	0,051	0,000	0,113	0,105	90,9%	-7,1%
Crédits à l'habitat	0,046	4,627	4,376	4,106	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,0%	0,0%
Autres crédits	31,965	27,744	23,546	19,347	18,509	19,309	13,671	13,598	13,199	-28,7%	-2,9%
Autres agents et CCB non ventilés	9,552	7,470	8,333	7,061	17,730	43,294	43,418	42,583	41,209	132,4%	-3,2%
Total encours sain	317,814	318,207	352,788	377,445	500,162	579,931	594,439	656,734	669,450	33,8%	1,9%
Créances douteuses brutes	8,837	46,082	42,626	41,802	17,043	17,393	19,456	20,391	22,298	30,8%	9,4%
Créances douteuses nettes	4,239	21,849	14,597	28,951	10,551	10,883	12,540	13,092	14,824	40,5%	13,2%
dont entreprises	2,453	19,204	11,421	26,439	7,112	7,537	8,965	8,857	10,092	41,9%	13,9%
dont ménages	1,756	1,846	2,454	2,423	3,071	3,019	3,293	3,505	4,151	35,2%	18,4%
Provisions	4,598	24,233	28,029	12,851	6,492	6,510	6,916	7,299	7,474	15,1%	2,4%
Total encours brut	326,651	364,289	395,414	419,247	517,205	597,324	613,895	677,125	691,748	33,7%	2,2%
Taux de créances douteuses	2,7%	12,6%	10,8%	10,0%	3,3%	2,9%	3,2%	3,0%	3,3%	-0,1%	9,4%
Taux de provisionnement	52,0%	52,6%	65,8%	30,7%	38,1%	37,4%	35,5%	35,8%	33,5%	-12,0%	-6,4%

Encours de crédit sain total

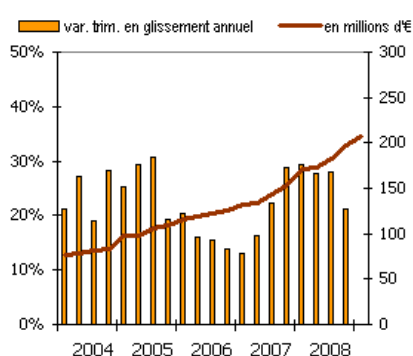


Concours consentis par les EC

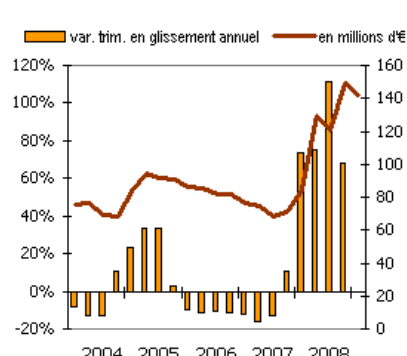
Encours de crédit aux entreprises



Encours de crédit aux ménages

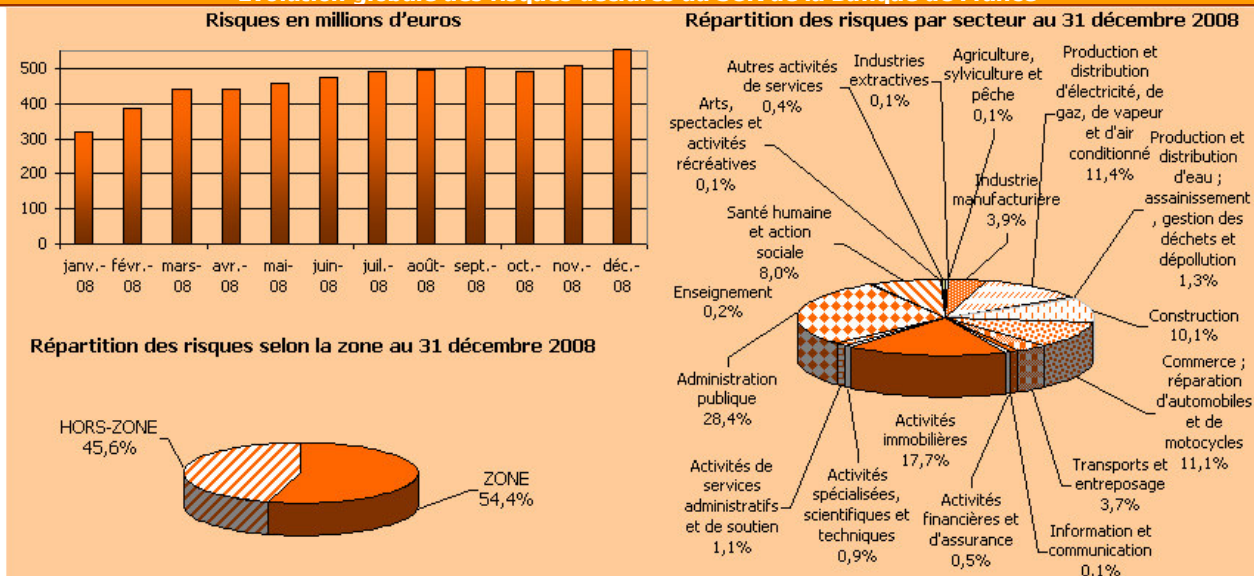


Encours de crédit aux collectivités locales

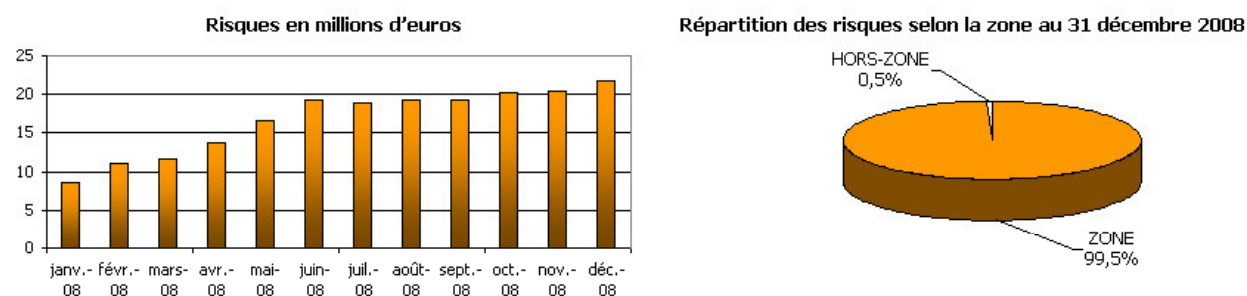


5. RISQUES SECTORIELS

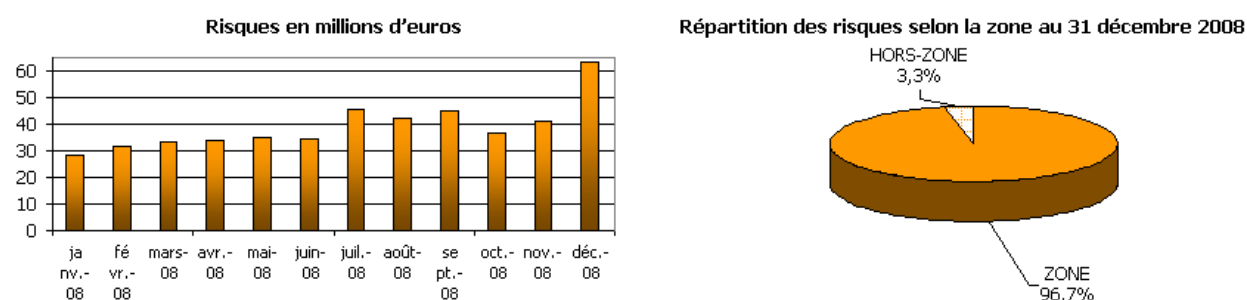
Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France



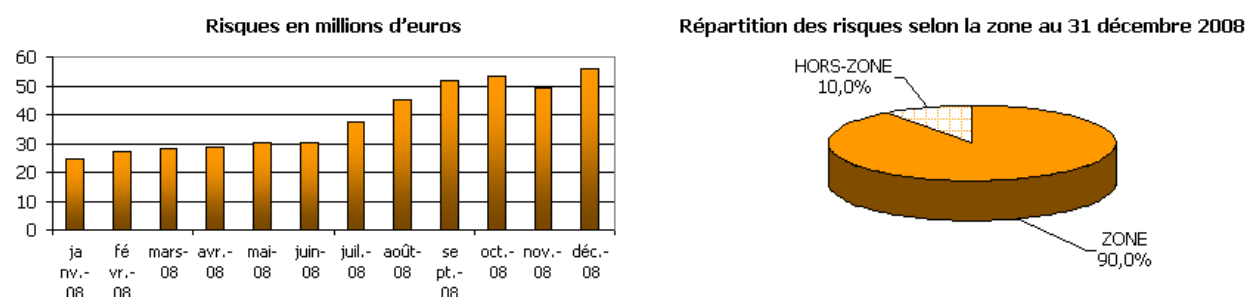
Risques bancaires sur le secteur de l'industrie manufacturière



Risques bancaires sur le secteur de la production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné

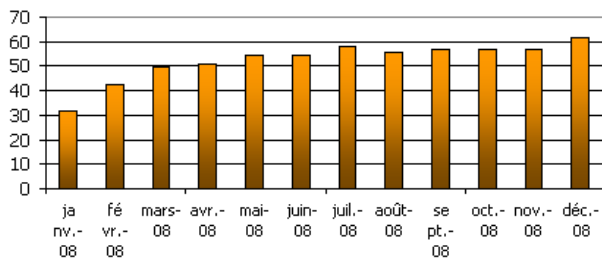


Risques bancaires sur le secteur de la construction

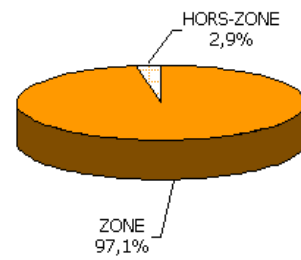


Risques bancaires sur le secteur du commerce; réparation d'automobiles et de motocycles

Risques en millions d'euros

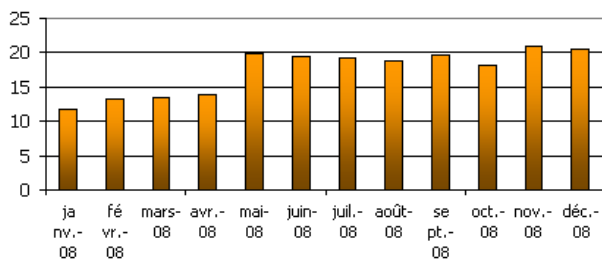


Répartition des risques selon la zone au 31 décembre 2008

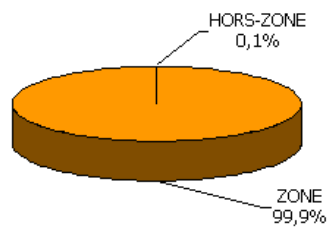


Risques bancaires sur le secteur des transports et entreposage

Risques en millions d'euros

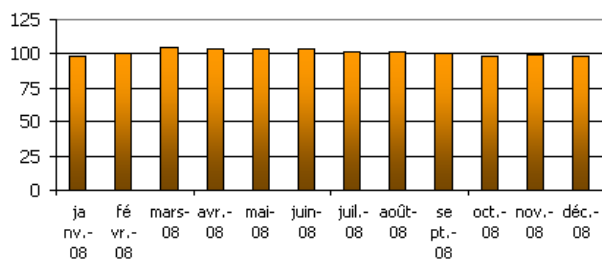


Répartition des risques selon la zone au 31 décembre 2008

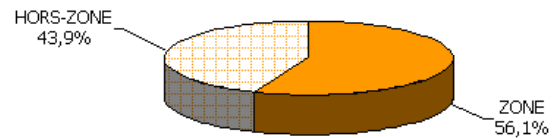


Risques bancaires sur le secteur des activités immobilières

Risques en millions d'euros

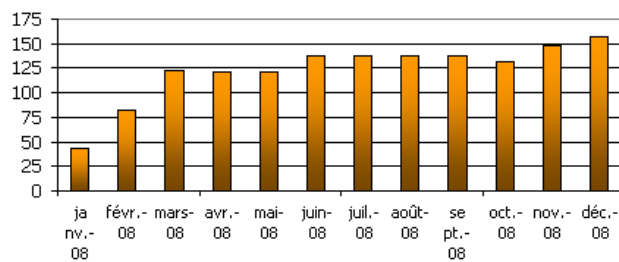


Répartition des risques selon la zone au 31 décembre 2008

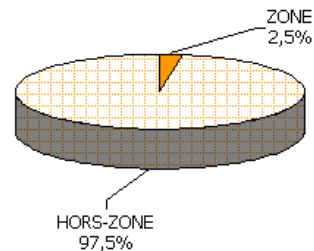


Risques bancaires sur le secteur des administrations publiques

Risques en millions d'euros

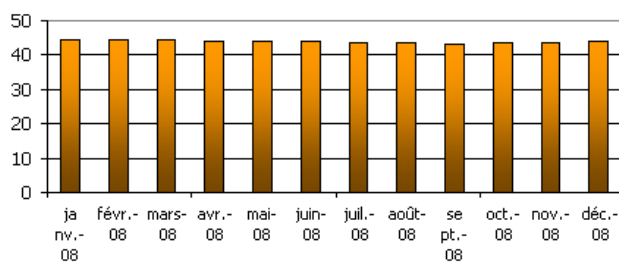


Répartition des risques selon la zone au 31 décembre 2008

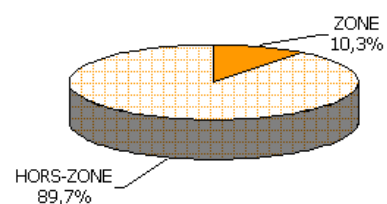


Risques bancaires sur le secteur de la santé humaine et action sociale

Risques en millions d'euros



Répartition des risques selon la zone au 31 décembre 2008



6. RAPPEL DES TAUX

6.1 Taux réglementés

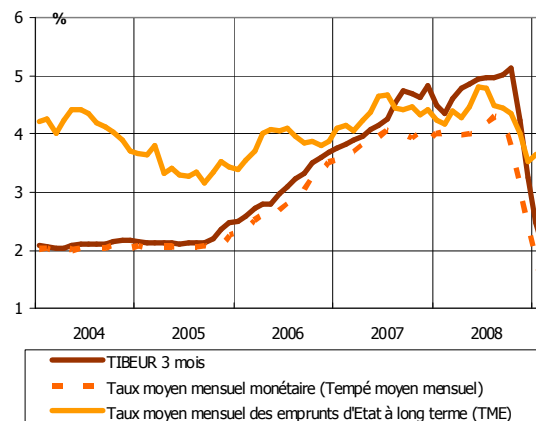
TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE

Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (11/03/2009)	1,50%
Taux de la facilité de dépôt (11/03/2009)	0,50%
Taux de la facilité de prêt (11/03/2009)	2,50%

TAUX D'INTERET LEGAL

ANNEE 2009 (JO du 11/02/2009)	3,79%
ANNEE 2008 (JO du 23/02/2008)	3,99%

6.2 Principaux taux de marché



6.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégorie	Plafond de l'usure						
	application à compter						
	du 4e trimestre 2007	du 1er trimestre 2008	du 2e trimestre 2008	du 3e trimestre 2008	du 4e trimestre 2008	du 1er trimestre 2009	
PARTICULIERS	Prêts immobiliers aux particuliers						
	- Prêts à taux fixe	6,63%	7,12%	7,25%	7,31%	7,36%	7,80%
	- Prêts à taux variable	6,72%	7,05%	7,16%	7,19%	7,46%	7,80%
	- Prêts relais	6,53%	7,00%	7,25%	7,24%	7,53%	7,72%
PARTICULIERS	Autres prêts						
	- Prêts < ou = à 1 524 €*	20,49%	20,88%	20,60%	20,76%	21,09%	21,32%
	- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1 524 € (*)	19,80%	20,16%	20,48%	20,51%	20,72%	21,11%
	- Prêts personnels et autres prêts > à 1524 €	9,04%	9,39%	9,60%	9,68%	9,77%	9,92%
ENTREPRISES	Prêts aux entreprises **						
	- Découverts en compte***	14,61%	14,71%	14,29%	14,25%	14,17%	14,55%

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

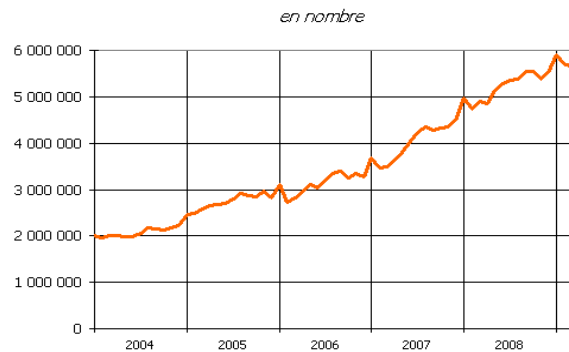
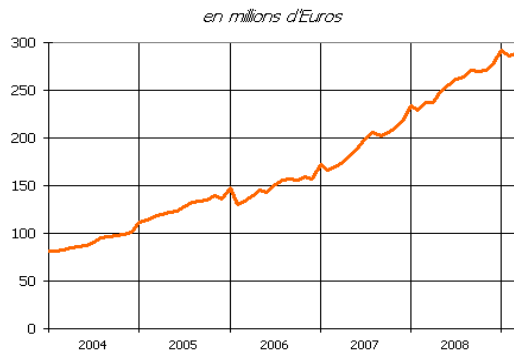
(**) Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale

(***) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

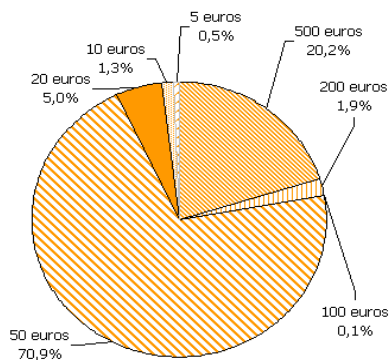
7. MONNAIE FIDUCIAIRE

7.1 Emission mensuelle de billets euros

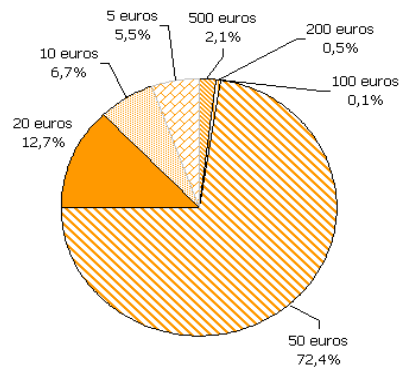
Emissions nettes cumulées de billets au 28 février 2009



Répartition des billets en valeur

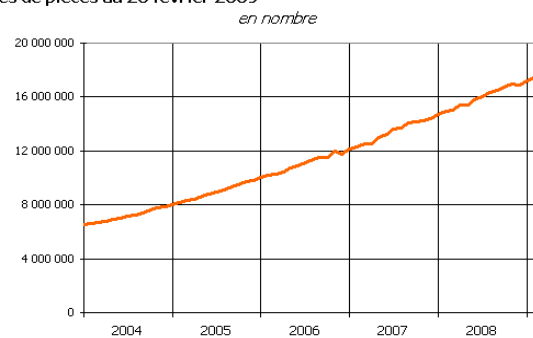
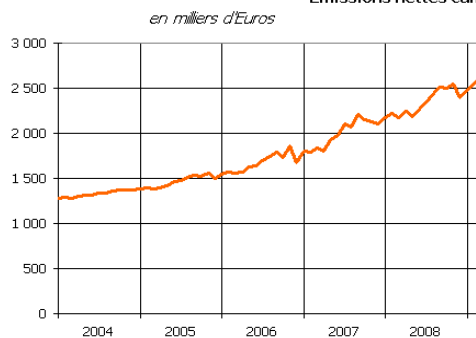


Répartition des billets en volume

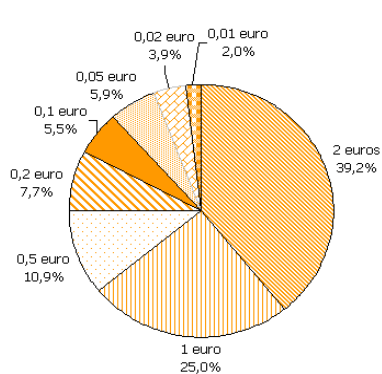


7.2 Emission mensuelle de pièces euros

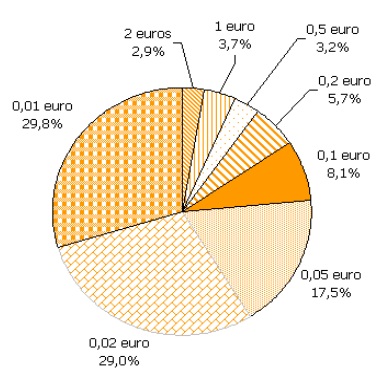
Emissions nettes cumulées de pièces au 28 février 2009



Répartition des pièces en valeur



Répartition des pièces en volume



INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
Av de la Préfecture – B.P. 500 - 97600 Mamoudzou

Téléphone : 0269.61.05.05 – télécopie : 0269.61.05.02
Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : Y. BARROUX
Responsable de la rédaction : T. BELTRAND
Editeur : IEDOM
Achevé d'imprimer en MARS 2009
Dépôt légal : MARS 2009 - n° ISSN : 0296-3116